

GLASNOST ET PERESTROIKA DANS LES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DE RUSSIE⁽¹⁾

Alexandra BRADFER

En février 1986, à l'occasion du 27e Congrès du Parti communiste d'U.R.S.S., M. Gorbatchev annonçait un profond renouveau de la société soviétique, basé sur deux mots d'ordre : « *perestroïka* »⁽²⁾ et « *glasnost* »⁽³⁾. Qui pouvait alors deviner que les changements socio-politiques annoncés allaient, en dépassant leurs objectifs initiaux, bouleverser la vie quotidienne et entraîner une profonde mutation de la bibliothéconomie soviétique. Une telle situation méritait d'être analysée; c'est pourquoi nous allons tenter de retracer l'évolution des bibliothèques publiques de Russie depuis l'initialisation des réformes en 1986 jusqu'en 1995, date d'entrée en vigueur d'une nouvelle loi sur les bibliothèques, remplaçant l'ancienne législation soviétique.

Après un bref historique du réseau de la lecture publique en U.R.S.S., nous considérerons les principales manifestations de la « *glasnost* » et de la « *perestroïka* » en bibliothèques.

BIBLIOTHEQUES SOVIETIQUES

Peu après la Révolution d'octobre 1917, à l'initiative de Lénine lui-même, les Bolcheviques multiplient les bibliothèques publiques⁽⁴⁾ sur l'ensemble du territoire de l'ancien Empire russe. Elles jouent un rôle considérable dans l'alphabetisation du peuple, encore majoritairement illettré.

Hélas, les bibliothèques de masse sont aussi l'instrument du pouvoir,

subordonnant leur mission culturelle et informationnelle à la propagande du marxisme-léninisme. A cette fin, les bibliothécaires sont forcés de pratiquer la censure à l'égard des ennemis du régime mais aussi de la majeure partie des publications des pays capitalistes. La plupart des documents mis à l'index sont conservés dans quelques grands établissements comme les bibliothèques nationales. Ils constituent les « *spechranye* » ou dépôts spéciaux soumis à des restrictions d'accès draconiennes. De même, certains outils d'information bibliographique (catalogues, bibliographies ...) manquent d'objectivité et visent à manipuler idéologiquement le lecteur. Ainsi, les notices catalographiques s'accompagnent fréquemment de commentaires politiquement partiels sur les ouvrages.

La bibliothéconomie et la culture soviétiques ont toutefois connu deux courtes périodes de relative détente : la NEP - Nouvelle Politique Economique (1921-28) - et la déstalinisation (1956-64).

Dans le contexte de la politique de bureaucratisation mise en oeuvre sous Staline et Brejnev, les bibliothèques publiques s'organisent en un réseau structuré selon les caractéristiques suivantes :

- **hiérarchisation** : le réseau des bibliothèques de masse est calqué sur la division territoriale de l'U.R.S.S. A chaque niveau (Etat fédéral, république, région, district, localité), une

bibliothèque centrale coordonne une grande partie des activités (administratives, bibliothéconomiques ...) des établissements du même réseau localisés sur son territoire;

- **centralisation et planification**, associées à une concentration de pouvoirs et de technologies au sommet de la hiérarchie : l'ensemble du réseau est géré en fonction de directives ou de normes de production émanant des niveaux supérieurs de la hiérarchie. Par conséquent, les bibliothèques locales disposent d'une autonomie très réduite et sont souvent sous-équipées;
- **systématisation** : imposition à toutes les bibliothèques de masse de normes méthodologiques nationales qui, après avoir longtemps divergé des standards occidentaux, s'en sont aujourd'hui rapprochées (p. ex. en 1978, adoption de normes catalographiques inspirées de l'I.S.B.D.);
- **système d'acquisition dirigiste** mais à l'organisation relativement efficace : la loi soviétique a étendu le bénéfice du dépôt légal à un nombre important d'institutions (bibliothèques nationales, régionales, Chambre du Livre)⁽⁵⁾. En matière de choix des achats, les bibliothèques de masse s'inspirent largement de bibliographies recommandées « orientées politiquement », développant donc des collections souvent trop uniformes. Elles bénéficient des services de diffuseurs spécialisés qui fréquemment ne peuvent pallier aux déficiences de l'édition (surproduction d'ouvrages socio-politiques ...).

En résumé, ce réseau a le mérite de couvrir presque la totalité de l'immense territoire de l'U.R.S.S et, par sa centra-

lisation et sa systématisation, de promouvoir le partage essentiellement vertical des tâches et des ressources entre les établissements. Son fonctionnement relativement efficient est toutefois freiné par une apathie de nombreuses bibliothèques locales, étouffées par une centralisation et une planification exacerbées.

GLASNOST

La « *glasnost* » est le principal moteur des réformes. Entre 1986 et 1987, alors qu'un vent de liberté souffle déjà dans les médias, la majorité des bibliothécaires se tait, indifférente ou sceptique quant à la viabilité des changements. Sans nul doute craint-elle une répression, analogue à celle qui a suivi le dégel de Khrouchtchev (1953-1964).

A l'instar de la catastrophe de Tchernobyl pour la société civile, l'incendie de la Bibliothèque de l'Académie des Sciences à Saint-Petersbourg (18 février 1988) a été le catalyseur d'une renaissance de l'opinion publique professionnelle. En état de choc devant l'ampleur des dégâts, la presse bibliothéconomique, auparavant fortement aliénée à l'idéologie optimiste officielle, dresse pour la première fois un constat navrant du système russe, dénonçant notamment :

- la précarité de certains bâtiments;
- l'inadéquation des collections aux besoins du lectorat;
- le sous-développement technologique de nombreuses institutions;
- le piètre statut socioprofessionnel du personnel (perte de prestige, baisse du pouvoir d'achat ...).

Face à cette nouvelle réalité, les bibliothécaires s'enhardissent et des sujets autrefois tabous comme l'héri-

tage de Lénine et de son épouse N. Kroupskaïa font l'objet de polémiques.

Par ailleurs, l'incendie de la Bibliothèque de l'Académie des Sciences a contribué à la multiplication de liens avec des institutions étrangères (Library of Congress ...), les Russes ayant sollicité une aide internationale. Dans ce contexte, les revues professionnelles posent un regard neuf, plus objectif, sur les systèmes bibliothéconomiques russes pré-soviétiques et occidentaux.

A partir de 1988, des associations professionnelles voient le jour au niveau d'une république, d'une région ou d'une ville (p. ex. l'Association des bibliothèques de Leningrad, fondée en 1989). Bénéficiant du soutien de M. Gorbatchev aux associations informelles de citoyens, elles sont le fruit d'initiatives de la base et ont pour objectif l'instauration d'un pouvoir alternatif susceptible d'accélérer les réformes. Leurs revendications sont multiples :

- rénovation et démocratisation des réseaux de bibliothèques (p. ex. participation de bibliothécaires à l'élaboration des lois);
- diffusion d'une information professionnelle pluraliste;
- défense des intérêts sociaux du personnel.

En 1990, la plupart des sociétés de bibliothèques de la République de Russie adhèrent à la Fédération russe des Associations de bibliothèques.

A partir de la fin des années 80, la censure s'atténue graduellement. La Loi sur les médias (février 1992) ainsi que la nouvelle Constitution russe (décembre 1993) consacrent en théorie la liberté de la presse et l'abolition de la censure.

Au début de la « *glasnost* », l'accès du grand public aux « *spechranye* » est une revendication récurrente dans les médias. Dès 1987, le pouvoir autorise la réintégration d'une grande partie des collections des « *spechranye* » dans les fonds généraux. L'opération rencontre un sérieux goulet d'étranglement : les délais de mise à jour des catalogues publics.⁽⁶⁾ Peu après la chute du communisme en 1991, les « *spechranye* » s'ouvrent dans leur intégralité aux lecteurs. En 1995, la nouvelle loi sur les bibliothèques garantit le pluralisme politique et philosophique de celles-ci et de leurs collections.

PRE-PERESTROIKA

De 1986 à 1988, l'urgence d'une profonde réorganisation du système bibliothéconomique est généralement ignorée par les pouvoirs publics, malgré la pression des médias. A partir de 1989, vraisemblablement à l'instar des nouvelles associations professionnelles, des autorités (p. ex. Le Soviet suprême - la principale assemblée législative d'U.R.S.S.) confient à des experts des enquêtes sur la situation des bibliothèques. Etant donné la dissolution des organismes commanditaires en 1991, ces initiatives publiques ont eu peu d'impact, hormis quelques actions ponctuelles urgentes comme l'amorce de la rénovation des bâtiments de la Bibliothèque d'Etat Lénine à Moscou.

PERESTROIKA

Fruit d'un long débat ayant associé des représentants des bibliothèques, une nouvelle loi sur les bibliothèques a été votée le 17 janvier 1995 par la Douma, le parlement de la Fédération de Russie. Elle supplée à la situation d'anarchie consécutive à l'inadap-

tation de l'ancienne législation soviétique aux changements socio-politiques.

Depuis 1992, le Ministère de la Culture de Russie supervise le réseau russe de la lecture publique, détenant des compétences exécutives générales. Toutefois, cet organe fédéral ne joue souvent plus qu'un rôle de consultation, la nouvelle législation transférant une part importante de son pouvoir de décision et de financement aux exécutifs régionaux et locaux. Les responsabilités des bibliothèques centrales régionales se sont accrues mais la décentralisation du pouvoir exécutif risque toutefois d'accentuer les disparités entre régions, car certaines autorités décentralisées ont tendance à négliger leurs bibliothèques publiques, jugées trop peu lucratives.

Depuis la seconde moitié des années 80, la planification dirigiste a été progressivement abandonnée au sein des bibliothèques. La nouvelle loi maintient une hiérarchisation et une centralisation modérées du réseau, afin de rationaliser sa gestion par le partage des tâches et des ressources, un objectif indispensable en période de récession. Toutefois, depuis 1987, la « *glasnost* » a accru le pouvoir de gestion de plusieurs organes internes aux bibliothèques (direction, conseils du personnel, délégation du lectorat). De même, l'ensemble du personnel qualifié jouit d'une plus grande autonomie dans son travail quotidien (p. ex. choix des acquisitions).

Cette décentralisation a eu pour conséquence l'introduction de la privatisation dans le monde des bibliothèques publiques. Dès la fin des années 80, des associations civiles indépendantes (groupes politiques, religieux ...) fondent leur propre bibliothèque. Par ailleurs, un petit nombre de

bibliothèques de masse quittent leur réseau local (CBS)⁽⁷⁾ afin souvent de constituer un fonds spécialisé dans une discipline (p. ex. ésotérisme, éducation familiale ...).

En tardant à légaliser ce phénomène, les pouvoirs publics ont contribué à son développement. La nouvelle loi du 17 janvier 1995 sur les bibliothèques adopte une position nuancée en cette matière : d'une part elle autorise la constitution de bibliothèques privées (c'est-à-dire les bibliothèques non subventionnées par l'Etat) car celles-ci répondent généralement à un besoin de la population locale, d'autre part elle les contraint à respecter un minimum de dispositions légales et les place toutes sous le contrôle d'une autorité publique supérieure. La législation les encourage aussi vivement à (ré-)intégrer le réseau afin de partager leurs ressources. Quant aux bibliothèques appartenant à des organismes publics, elle autorise leur départ du CBS et la spécialisation de leurs collections, mais interdit leur privatisation.

La plupart des bibliothèques de masse n'ont pas les moyens ou la volonté de quitter leur CBS dont la bibliothèque centrale continue à leur apporter une aide appréciable. Malgré cette adhésion massive, les CBS éprouvent encore des difficultés à apporter au public un service de qualité. Une solution relativement économique consisterait à rassembler l'ensemble des collections d'un réseau local et à les redistribuer selon un principe de spécialisation des établissements reliés entre eux par un service de prêt interbibliothèques. Favorisé par la législation en vigueur, ce modèle pourrait s'implanter partiellement dans certains réseaux où des institutions ont déjà commencé à spécialiser leurs fonds mais un obstacle majeur au dévelop-

pement des CBS demeure les résistances de certains bibliothécaires au travail collectif.

FINANCES

Les bibliothèques de masse ont subi moins de retombées financières de la récession que des établissements d'autres réseaux (bibliothèques de syndicats ou d'usines); car le pouvoir politique s'est toujours engagé à allouer des crédits suffisants à leur fonctionnement. Toutefois, elles sont moins privilégiées que les bibliothèques technico-scientifiques souvent mieux financées par l'Etat et plus susceptibles de développer des partenariats lucratifs avec des entreprises.

Actuellement, les petites bibliothèques de masse sont financées par l'administration culturelle locale, au même titre que d'autres institutions culturelles (théâtres ...) et selon une clé de répartition arbitraire fréquemment défavorable aux bibliothèques. La loi de 1995 ne fixe hélas pas de clé de répartition mais délègue au gouvernement fédéral la tâche de déterminer une norme minimale de financement.

Les hausses budgétaires consenties par les autorités russes ont été souvent insuffisantes à contrer les effets de l'inflation galopante. De surcroît, la « *glasnost* » et la « *perestroïka* » ont suscité des besoins pécuniaires supplémentaires : mise à jour des collections, formation du personnel aux nouvelles technologies. Aussi, depuis 1992, le pouvoir a pressé les bibliothèques de trouver des sources d'auto-financement partiel :

- activités commerciales : ventes de livres (doubles ...);

- facturation de services aux lecteurs : photocopies, recherches bibliographiques ...;
- sponsoring ...

Tout en encourageant de telles pratiques (p. ex. par des exemptions fiscales sur les bénéfiques), la loi de 1995 prévoit des garde-fous empêchant des abus frauduleux. Elle vise, par exemple, à préserver l'intégrité des collections précieuses ainsi qu'un accès gratuit du public aux services de base (emprunt ...). A ce jour pourtant, afin d'assurer leur survie, certaines bibliothèques ont dû imposer une modeste contribution pécuniaire à leur lecteur. Ainsi, en juillet 1994, à Saint-Pétersbourg, la Bibliothèque municipale Maïakovski prélevait un droit d'entrée équivalent à un ticket de métro. On ne sait encore si un arrêté d'exécution de la nouvelle loi légalisera et réglera un tel usage, afin qu'il ne soit pas discriminatoire envers les catégories défavorisées de la population comme les retraités.

INFORMATISATION

Les bibliothèques publiques russes accusent un grand retard technologique. La plupart des petites bibliothèques de masse ne possèdent aucun équipement informatique en raison du coût prohibitif de celui-ci.⁽⁸⁾ Un fossé se creuse entre elles et une minorité de bibliothèques de masse (importantes ou sponsorisées ...) qui ont réalisé localement de modestes bases de données, sans souvent parvenir à mettre en oeuvre une informatisation générale. Beaucoup emploient des logiciels bibliothéconomiques russes à l'exception de *CDS/ISIS/m* et de *Liber*, deux systèmes étrangers au prix modique. La lente adaptation de leur personnel à de nouvelles méthodes de travail constitue un frein à l'automatisation.

Certaines bibliothèques de masse informatisées tentent de rompre leur isolement avec les grands réseaux automatisés nationaux :

- **le réseau scientifique et technique**, l'ancien GASNTI (système automatisé d'Etat pour l'information technico-scientifique) qui comprend des bibliothèques ou des services d'information spécialisés dans les sciences et techniques (p. ex. VINITI)⁽⁹⁾. Jusqu'à la fin des années 80, les services de GASNTI étaient réservés à un nombre limité d'institutions publiques. Depuis, ils sont devenus théoriquement accessibles au grand public mais sont distribués via des réseaux commerciaux fonctionnant selon le *protocole X.25* (p. ex. IASNET) ou *TCP/IP* (p. Ex. RELCOM, premier réseau russe offrant un accès aux systèmes mondiaux de courrier électronique). Le petit nombre de bibliothèques de masse qui ont obtenu ou envisagent une connexion à ces systèmes commerciaux risque de stagner en raison du prix élevé de ces services.⁽¹⁰⁾
- **Libnet⁽¹¹⁾** : ce réseau automatisé interministériel devrait relier des bibliothèques de toute la Russie via un environnement *X.25* et *TCP/IP*. Depuis 1994, il permet l'interrogation des catalogues électroniques de cinq grandes bibliothèques non publiques de Moscou. D'autres bibliothèques de masse automatisées importantes (p. ex. la Bibliothèque nationale de Russie à Saint-Pétersbourg, la Bibliothèque d'Etat russe Lénine à Moscou ...) envisagent de se joindre à ce projet. Ce réseau devrait non seulement promouvoir la collaboration entre des bibliothèques de toutes catégories (p. ex. acquisitions partagées) et faciliter le prêt inter-bibliothèques mais aussi offrir aux institutions

membres un accès en ligne à la bibliographie nationale russe de la Chambre du Livre. L'OPAC de la Bibliothèque nationale publique des sciences et techniques permet déjà la consultation du Catalogue collectif russe de la littérature technico-scientifique, recensant des documents étrangers (monographies, périodiques) et des publications de littérature grise russe.

Par son envergure, **Libnet** semble le réseau non commercial le plus attractif pour les bibliothèques publiques, même s'il présente encore des défauts (p. ex. absence d'une interface utilisateurs unifiée ...).

D'autres réseaux non lucratifs, financés par des mécènes (Fond Soros ...) ou des organismes publics, sont actuellement en cours de développement :

- le Réseau des universités russes;
- le Projet « Bibliothèques russes dans Internet », offrant un accès à Internet aux utilisateurs de seize bibliothèques pour la plupart de Moscou mais aussi de Saint-Pétersbourg (Bibliothèques nationale de Russie ...);
- **RUSLANet⁽¹²⁾** : ce projet a pour objectif l'intégration de bibliothèques universitaires et scientifiques du nord-ouest de la Russie.

Afin de rentabiliser leur informatisation, certaines bibliothèques russes ont entrepris de commercialiser leurs services automatisés : p. ex. vente d'informations financières aux entreprises. Par ailleurs, d'autres bibliothèques s'associent à des entreprises nationales ou étrangères pour la production de bases de données (bibliographiques ...), quitte à céder à leurs partenaires une partie de leurs droits d'exploitation.

Le fonctionnement déplorable des télécommunications russes (lignes téléphoniques) a longtemps entravé le développement de réseaux performants ainsi que les échanges de données avec l'étranger. Heureusement, l'infrastructure des communications en Russie est aujourd'hui en voie de modernisation (p. ex. installation de câbles à fibres optiques, conversion des anciennes installations militaires).

Quant au marché du CD-ROM (bibliographique ou factuel), il connaît un développement encore embryonnaire dans les bibliothèques de masse. Depuis plusieurs années, des CD-ROM sont produits en Russie par des entreprises privées (p. ex. RusInform) ou publiques (p. ex. le « Medline russe », conçu par la Bibliothèque médicale centrale d'Etat à Moscou).

ACQUISITIONS

En matière d'acquisitions, les bibliothèques publiques sont dans une situation très problématique. Depuis 1988, la libéralisation de l'édition et de la distribution du livre a permis l'apparition d'éditeurs et de diffuseurs indépendants qui concurrencent les anciennes entreprises d'Etat partiellement privatisées. Aussi les bibliothécaires ne peuvent plus se reposer exclusivement sur les services de leurs distributeurs habituels auxquels échappent une partie de la production éditoriale indépendante. Un manque de liquidités empêche cependant certaines bibliothèques de traiter directement avec des éditeurs ou des grossistes indépendants.

Pour contrer les effets de l'inflation des coûts de production et de la perte de subsides gouvernementaux, les maisons d'édition ont augmenté leurs prix, alors que les bibliothèques ont

subi une réduction de leurs subventions publiques (p. ex. disparition d'aides en devises à l'achat de publications étrangères) qui sont en outre adaptées avec retard à l'inflation galopante. Aussi beaucoup de bibliothèques ont été contraintes à réduire leur volume d'acquisitions⁽¹³⁾, et plus particulièrement de périodiques. Une solution partielle consistera peut-être en une loi entrée en vigueur en janvier 1996, qui devrait alléger momentanément les charges fiscales des éditeurs et de la presse (suppression de la TVA et de l'impôt sur les bénéfices jusqu'en décembre 1998 ...).

Dans certains domaines précieux pour les bibliothèques (littérature scientifique et didactique), l'offre se réduit. En effet, afin d'assurer leur survie financière, la plupart des maisons d'édition orientent aujourd'hui l'essentiel de leur production vers des genres lucratifs (p. ex. romans populaires).

A cette dérégulation de l'offre, s'ajoute une forte augmentation de la demande du public, que l'ouverture des « *spechranye* » a satisfaite partiellement mais que les difficultés financières des bibliothèques ne permettent pas de combler. Par exemple, beaucoup de bibliothèques ne peuvent encore acheter de documents audiovisuels, faute de matériel pour leur consultation.

Outre les achats, d'autres canaux d'acquisition ont souffert : certains éditeurs privés ne respectent plus les obligations de dépôt légal, un mal qu'une récente loi sur le dépôt légal pourrait enrayer. Enfin, les échanges avec des institutions étrangères se sont réduits.

Le partage des collections à l'intérieur d'un réseau paraît une ébauche de solution partielle aux difficultés

rencontrées par les bibliothèques dans leurs acquisitions.

CATALOGUES ET BIBLIOGRAPHIES

Le catalogage est une tradition bien implantée en Russie. Certains éditeurs publient encore une notice catalographique en fin d'ouvrage, une pratique obligatoire sous le régime soviétique. Depuis 1925, la Chambre du Livre distribue des notices catalographiques aux bibliothèques abonnées sous forme de fiches imprimées et, depuis plusieurs années, de disquettes. Celles-ci ont longtemps été réalisées selon le format bibliographique automatisé **MEKOF**⁽¹⁴⁾ incompatible avec **MARC** et en concurrence avec d'autres standards locaux jusqu'en 1995. A cette date, divers réseaux de bibliothèques lancent un projet de création du format **RusMarc** inspiré **d'Unimarc** afin de favoriser l'échange informatisé de données au sein de réseaux russes (**LIBNET** ...) ou étrangers. L'uniformisation des formats à l'échelle nationale devrait être un processus de longue haleine.

Depuis l'automne 1995, le Ministère russe de la Culture finance un projet de centre de catalogage partagé, destiné, entre autres, à accélérer la conversion rétrospective des catalogues de diverses bibliothèques sur supports informatiques.

Indispensables à la constitution des réseaux, les catalogues collectifs, encore trop peu nombreux, ont vu leur développement ralenti en raison des changements politiques de 1991 (démantèlement de l'U.R.S.S...). La loi de 1995 ordonne au gouvernement fédéral de subsidier leur réalisation.

La bibliographie a toujours été une discipline dynamique en U.R.S.S. Au-

jourd'hui, la Chambre du Livre diversifie ses activités. D'une part, elle publie la bibliographie nationale courante sur des supports variés (papier, CD-ROM). Celle-ci a hélas perdu une part de son exhaustivité en raison des déficiences du dépôt légal. D'autre part, elle commercialise un outil efficace pour les librairies et les bibliothèques : le **Russian books in print**⁽¹⁵⁾. Ce répertoire, publié en 1995 sur format papier, devrait vraisemblablement donner lieu à la production d'un CD-ROM⁽¹⁶⁾.

CLASSIFICATION

Depuis 1979, les bibliothèques de masse emploient la **BBK**⁽¹⁷⁾, une classification universelle d'inspiration marxiste-léniniste. Le recul de cette idéologie, un plus grand souci d'objectivité et les changements socio-politiques ont contraint les bibliothèques publiques à une laborieuse révision de la **BBK** et des catalogues systématiques basés sur celle-ci. En outre, la coexistence de divers types de cette classification freine l'échange d'information et, par conséquent, le développement de réseaux. Une nouvelle variante mieux adaptée à l'automatisation est aujourd'hui à l'étude.

SERVICES AU PUBLIC

Sous l'influence de la « *glasnost* », les bibliothèques de masse ont enfin pu créer un véritable service au public :

- libéralisation de l'accès du public à leurs services et à leurs collections : la commercialisation de services bibliothéconomiques risque toutefois d'entraver l'accès des plus démunis;
- respect de la souveraineté du lecteur et adaptation des services à ses besoins en constante évolution

dans la mesure des moyens financiers des bibliothèques. Selon diverses enquêtes, 60 à 80 % des lecteurs seraient encore insatisfaits des services offerts par leur bibliothèque (collections ...).

Le lectorat des bibliothèques de masse intègre de plus en plus d'entreprises dont seuls les grands établissements peuvent satisfaire les besoins (p. ex. données commerciales).

Le prêt inter-bibliothèques, national et international, a connu un sérieux recul de ses activités en raison de nombreux problèmes financiers (p. ex. augmentation du coût des emprunts et des envois postaux, pénuries de devises ...) et d'infrastructure (p. ex. déficiences des télécommunications, manque de catalogues collectifs). Plusieurs projets à l'étude devraient constituer des solutions partielles : paiement par « vouchers » géré par l'IFLA, création d'un centre de coordination au sein de la Bibliothèque Lénine ...

ENSEIGNEMENT

Les instituts russes d'enseignement bibliothéconomique ont adapté leurs programmes aux réformes : p. ex. suppression des cours de marxisme-léninisme, introduction des techniques de gestion occidentale (marketing ...), multiplication des cours d'informatique. Certains établissements n'ont hélas pas encore les moyens d'acheter un matériel satisfaisant (p. ex. ordinateurs, documentation pédagogique ...). L'enseignement, indispensable au succès d'une nouvelle bibliothéconomie, devrait pourtant constituer une priorité budgétaire absolue.

Ces efforts sont partiellement relayés au sein de la formation professionnelle continue. A Moscou en 1992,

« *Bibliomarket* », une firme privée associée à des partenaires allemands, a pénétré ce créneau prometteur, proposant aux bibliothèques une aide à l'élaboration de stratégies orientées vers l'économie de marché.

COOPERATION

La « *glasnost* » a permis aux bibliothèques russes d'intensifier et de diversifier leurs relations extérieures. La loi de 1995 autorise toute bibliothèque à entretenir librement des relations avec des institutions étrangères (bibliothèques ou associations).

Avec la désintégration de l'U.R.S.S., la coopération des bibliothèques russes avec les institutions des autres ex-républiques s'est tant ralentie, que les anciennes bibliothèques centrales des républiques, devenues bibliothèques nationales de leur jeune Etat, ont décidé de se concerter périodiquement au sein d'une Assemblée des bibliothèques d'Eurasie.

De même, la Russie et les pays de l'Est ont préféré suspendre en grande partie leur collaboration et chercher des partenaires occidentaux, plus riches. En Europe de l'Ouest, la coopération avec la Russie est cependant moins développée que celle avec d'autres pays d'Europe de l'Est. Ce phénomène s'explique entre autres par l'instabilité politique de la Russie. Cette réserve paraît préjudiciable dans la mesure où un large soutien aux bibliothèques contribuerait indubitablement à la propagation des idées démocratiques. En outre, l'aide aux bibliothèques russes s'adresse surtout aux institutions académiques et de recherche, négligeant les bibliothèques de masse, à l'exception des deux bibliothèques nationales (Lénine à

Moscou et Saltykov-Chtchedrine à Saint-Pétersbourg).

En général, en Russie, la coopération avec l'Occident s'exerce sous forme d'actions isolées (p. ex. dons substantiels de livres). La mise sur pied d'une coordination permettrait une meilleure répartition de l'aide. Celle-ci devrait s'orienter vers des domaines cruciaux pour le développement des bibliothèques comme la formation, les associations professionnelles.

CONCLUSION

La « *glasnost* » a permis de mettre en lumière les défauts de la bibliothéconomie soviétique et de doter l'ensemble des bibliothécaires d'une nouvelle liberté de parole et d'action, deux conditions indispensables au changement. Peu après, les réformes ont dynamisé un système auparavant sclérosé (rapprochement des bibliothèques de leur public, introduction de nouvelles techniques ...).

Toutefois les changements politiques, économiques et sociaux subis par le pays ont eu des répercussions fâcheuses pour les bibliothèques russes. Les constantes difficultés financières de celles-ci ont constitué un frein majeur à leur modernisation et à leur réorganisation, creusant un fossé entre certaines institutions puissantes (bibliothèques nationales, centrales, régionales ...) et la plupart des petites bibliothèques de masse sous-équi-

pées. D'autre part, le fonctionnement relativement efficace du réseau de la lecture publique a souffert de la désorganisation de certains secteurs, comme l'édition et la distribution du livre russe.

Votée le 17 janvier 1995, une nouvelle loi sur les bibliothèques légalise et réglemente les acquis des réformes (p. ex. décentralisation). Elle protège les droits fondamentaux des lecteurs (p. ex. pluralisme des collections, accès de tous aux services de base) et tente de prémunir les bibliothèques contre les abus de la privatisation et de la décentralisation (garantie d'un financement par les autorités délocalisées). Elle s'efforce aussi de préserver les avantages du travail en réseaux (coopération, partage des ressources). Toutefois, elle ne fixe qu'un cadre général qui, sans la mise en oeuvre de règlements d'exécution témoignant d'une réelle préoccupation des autorités envers leurs bibliothèques, ne peut apporter à celles-ci qu'une survie précaire.

Par ailleurs, le mécénat et la coopération n'ont abouti qu'à des aides trop ponctuelles pour être efficaces à l'échelle nationale.

Pour toutes ces raisons, nous estimons que les bibliothèques publiques russes s'acheminent lentement sur la voie d'un profond renouveau mais que le siècle d'or n'est pas encore à l'horizon de l'an 2000.

REFERENCES

- (1) Cet article est une synthèse mise à jour de notre travail de fin d'études : *Glasnost et perestroïka dans les bibliothèques publiques de Russie (février 1986 - juillet 1994)*.
- (2) En général, les Occidentaux traduisent littéralement ce terme par « reconstruction », mais dans la pensée de M. Gorbatchev, il connote plutôt une « réorganisation d'envergure sans volonté de destruction du système socio-politique en vigueur. »
- (3) Ce terme est habituellement traduit par « transparence » ou « ouverture », mais un équivalent plus pertinent est « publicité », au sens de « rendre public. »
- (4) Pour désigner les bibliothèques russes de lecture publique, nous employons l'expression normalisée internationale de « bibliothèques publiques » tout comme l'appellation traditionnelle de ce type d'institutions en Russie, « massovnye biblioteki », c'est-à-dire « bibliothèques de masse. »
- (5) La Chambre du Livre est un organisme national chargé entre autres du catalogage centralisé et de la bibliographie courante.
- (6) Jusqu'en 1987, le catalogue de la Bibliothèque fédérale d'URSS Lénine à Moscou contenait 30 à 40 % de fiches en moins que le catalogue exhaustif réservé au personnel. Cf. *From totalitarianism to democracy : Russian libraries in transition* - Evgeny KUZMIN - in *American libraries*, 1993, Vol. 4, n° 6, June, pp. 568-570.
- (7) CBS est l'abréviation de « Central'nyi biblioteknyi set' » ou « Réseau centralisé de bibliothèques ». Il s'agit d'un réseau local comprenant jusqu'à une vingtaine de petites bibliothèques dirigées par un établissement central.
- (8) En Russie, le coût d'un ordinateur de qualité excède le salaire annuel d'un chef de département dans une grande bibliothèque. Source : *Russian libraries in the context of social, economic and political reforms* - Evgeny KUZMIN - in *IFLA Journal*, 1995, Vol. 21, n° 2, pp. 106-109.
- (9) VINITI, c'est-à-dire l'Institut d'information scientifique et technique, est l'un des principaux serveurs de ce réseau.
- (10) Y. SHRAIBERG et M. GOUCHAROV donnent en 1995 une estimation du coût de l'établissement d'une liaison entre une bibliothèque et un réseau commercial bon marché :
 - 2000 \$ pour l'installation (hard- et software)
 - environ 500 \$ mensuellement à titre de frais d'exploitation.
 Bien que ces coûts nous paraissent modiques, les deux auteurs considèrent qu'ils sont exorbitants pour beaucoup de bibliothèques russes. Cf. *Telecommunications, networking and CD-ROMs in Russian librarians* - Yakov SHRAIBERG, Mikhail GOUCHAROV - in *FID News Bulletin*, 1995, Vol. 45, n° 11, November, pp. 333-339.
- (11) Le Russian Library NETWORK est accessible sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.scsml.rssi.ru/list.html>. Il n'offre encore que peu de services en anglais.
- (12) Il s'agit de l'acronyme du Regional University and science Library Advanced Network, présenté sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.unilib.neva.ru/olsc/ruslan.html>
- (13) En 1991-1992, le prix d'achat de livres de fiction a été multiplié par 12 ou 13, et celui des autres ouvrages par 5 ou 6. Cette inflation a entraîné une chute du nombre d'acquisitions des bibliothèques publiques de 30 à 40 %. Cf. *Russian reading in a period of social and cultural change* - V.D. STELMAKH - in *international information and international library review*, 1995, Vol. 27, n° 1, pp. 7-23.

- (14) « Mezhdunarodnyi kommunikativnyi format » ou « format international de communication ». A des fins d'exportation, il avait été qualifié d'international.
- (15) « Knigi v nalichi i pechati : katalog » - I bypusk - Moskva : Rossiiskaia Knizhnaia palata, 1995.
- (16) Ce projet ne doit pas être confondu avec un premier CD-ROM, du même nom, édité à Londres par Bowker-Saur.
- (17) « Bibliotechnaia bibliograficheskaia klassifikatsia » ou « classification bibliothéconomique et bibliographique ». D'inspiration marxiste-léniniste, cette classification a remplacé en 1979 la C.D.U. dans les bibliothèques de masse et de recherche en sciences humaines.

BIBLIOGRAPHIE

- ◇ O.A. ANTOSHKOVA, Y.A. VASIL'EV, N. A. CHEL'TSOVA, *Standartizatsiia obmena bibliograficheskoi informatsiei mezhgu bankami dannykh*, in *Nauchno-tekhnicheskaiia informatsiia*, 1986, Vol. 1, n° 7, pp. 1-5.
- ◇ A. BRADFER, *Glasnost et perestroïka dans les bibliothèques publiques de Russie (février 1986 - juillet 1994)*, Bruxelles : Université Libre de Bruxelles. Faculté de Philosophie et Lettres. Section de Sciences du Livre et des Bibliothèques, 1995, X-200 p.; 30 cm - Mémoire - Bibliogr. - Annexes.
- ◇ J. BRINE, *Perestroïka and Soviet Libraries* - in : *Libri*, 1992, Vol. 42, n° 2, April-June, pp. 144-146.
- ◇ P. BRUHN, *Glasnost im Sowjetischen Bibliothekswesen* - in : *Zeitschrift für Bibliothekswesen und Bibliografie*, 1989, Vol. 36, n° 4, July-August, pp. 360-366.
- ◇ M. T. CHOLDIN, *Censorship under Gorbachev*, in : *Solanus*, 1991, Vol. 5, pp. 130-142.
- ◇ G.P. CORNISH, S. PROSEKOVA, *Document supply and access in times of turmoil : recent problems in Russia and Eastern Europe*, in : *Interlending & document supply*, 1996, V. 24, n° 1, pp. 5-11.
- ◇ E. A. ERONINA, V.V. KOMOV, *ILL system in the network of research and sci-tech libraries of the FSU : problems and perspectives*, in : *Inspel*, 1994, Vol. 28, n° 2, pp. 282-290.
- ◇ *Focus on Russia*, in : *Canadian library journal*, 1991, Vol. 48, n° 1, February, pp. 47-56.
- ◇ T. GOLVINTSKAYA, E. S. SUKIASYAN, *Library-bibliographic classification : on the path of renovation*, in : *Knowledge information*, 1993, Vol. 20, n° 2, pp. 77-79.
- ◇ J. M. GREENING, *Ten years in the life of Russian libraries*, in : *The International information and library review*, 1995, Vol. 27, n° 2, June, pp. 113-127.
- ◇ N. P. IGUMNOVA, *The Bibliographic scene in the USSR*, in : *International cataloguing and bibliographic control*, 1991, Vol. 20, n° 2, April-June, pp. 19-21.
- ◇ *Information and networking technologies in Russian libraries : april 1995* - in : *UDT occasional papers*, 1995, n° 1, pp. 1-20.
- ◇ L. INKOVA, I. OSIPOVA, *Librarianship in the USSR : the reality of transformation* : in : *IFLA journal*, 1991, V. 17, n° 2, pp. 115-127.

-
- ◇ *International cataloguing policy impact on the development of bibliographic description : normative basis in the Russian state library (former Lenine Library) - in : International cataloguing and bibliographic control, 1992, Vol. 21, n° 4, October-December, pp. 54-57.*
 - ◇ G. JAKIMOV, *Les Usagers des bibliothèques publiques en U.R.S.S.*, in : *Bulletin des bibliothèques de France, 1991, Vol. 36, n° 6, pp. 512-517.*
 - ◇ D. KIMMAGE, *Glasnost in Soviet libraries : part one of two - in : American libraries, 1988, Vol. 19, n° 7, July-August, pp. 570-575.*
 - ◇ D. KIMMAGE, *Glasnost in Soviet libraries : part two - in : American libraries, 1988, Vol. 19, n° 8, September, pp. 652-657.*
 - ◇ E. KUZMIN, *From totalitarianism to democracy : Russian libraries in transition - in : American libraries, 1993, Vol. 4, n° 6, pp. 568-570.*
 - ◇ E. KUZMIN, *Russian libraries in the context of social economic and political reforms - in : IFLA journal, 1995, Vol. 21, n° 2, pp. 106-109.*
 - ◇ *Library development in Central and Eastern Europe from assistance to cooperation : an investment for the future : proceedings of a workshop held in Strasbourg, 3 and 4 February 1994 : final report / Directorate-general Telecommunications, information market and exploitation of research; compiled by Rachel ROBERTS - Luxembourg : Office for publications of the European communities, 1994 - III-136 p.; 30 cm - (Information management series) - ISBN 92-826-2657-1.*
 - ◇ A. MASEVICH, V. P. ZAKHAROV, *The role of a machine-readable format in planning an electronic catalogue in the two largest libraries of Saint-Petersburg - in : International catalographic and bibliographic control, 1995, Vol.24, n° 1, January-March, pp. 10-12.*
 - ◇ M. F. MENAEV, *Na puti k informatizatsii biblioteknoi sistemy Rossii - in : Nauchnye i tekhnicheskie biblioteki, 1992, n° 9, pp. 23-26.*
 - ◇ M. S. OLSEN, *The more things change, the more they stay the same : East-West exchanges 1960-1993 : in : Library resources and technical services, 1995, Vol. 39, n° 1, January, pp. 5-21.*
 - ◇ B. RAYMOND, *Russian education for library and information service - in : Canadian library journal, 1991, Vol. 48, n° 6, December, pp. 399-404.*
 - ◇ *Russian libraries in transition : an anthology of glasnost literature / compiled and edited by Dennis KIMMAGE - Jefferson (North Carolina); London : McFarland, 1992 - XVII-214 p. : ill; 24 cm - Bibliogr. - Index. - ISBN 0-89950-718-2.*
 - ◇ L. SHATZKIN, *How book distribution in Russia frustrates book publishing - in : Logos, 1994, Vol. 5, n° 1, pp. 19-24.*
 - ◇ J. L. SHRAIBERG, *The State of library automation in Russia - in : Microcomputers for information management, 1993, Vol. 10, n° 4, pp. 293-310.*
 - ◇ J. L. SHRAIBERG, M. GOCHAROV, *Telecommunications, networking and CD-ROMs in Russian libraries - in : FID News bulletin, 1995, Vol. 45, n° 11, November, pp. 333-339.*
 - ◇ V. SPAIN, *Russian libraries, an indestructible part of national memory : a study guide for librarians - in : Reference services review, 1996, Spring, pp. 73-76.*
 - ◇ V. D. STELMAKH, *Russian reading in a period of social and cultural change - in : The International information and library review, 1995, Vol. 27; n° 1, pp. 7-23.*

-
- ◇ B. VOLODIN, *The National Library of Russia entering the third century of its existence* - in : European research libraries cooperation, 1995, Vol. 5, pp. 440-449.
 - ◇ G. WALKER, *Recent developments in Soviet publishing* - in : Solanus, 1991, Vol. 5, pp. 153-166.
 - ◇ H. WALRAVENS, *The role of books in print in the Russian book sector* - in : European research libraries cooperation, 1996, Vol. 6, pp. 11-25.
 - ◇ N. ZILPER, *The consequences of glasnost* - in : Library journal, 1991, May, pp. 44-49.

* * *